

**Stephen A. Scott**

**Autodétermination, sécession,  
division, légalité : observations préparées  
à l'intention de la Commission d'étude des questions  
afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté**

La transcription intégrale du témoignage de Stephen A. Scott se trouve dans le *Journal des débats* de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, n° 10, 26 novembre 1991



## Avant-propos

Monsieur le président:

Je vous remercie de l'invitation de vous rencontrer aujourd'hui afin de participer à la discussion des questions importantes comprises à votre mandat. J'avais voulu vous offrir, d'avance, un texte plus élaboré; mais le délai assez court, ainsi que le nombre des commissions et des comités, fédéraux et provinciaux, — pour ne parler des questions soulevées devant les tribunaux, — m'ont empêché. Le Secrétariat vous a distribué le texte d'une conférence que j'ai offerte le 30 mai à McGill, au cours d'un colloque au sujet du «Federalism in North America», et intitulé *Secession or Reform? Mechanisms and Directions of Constitutional Change in Canada*<sup>1</sup> Je m'inspire de certains thèmes de cette conférence. Vu votre mandat, mes propos d'aujourd'hui s'adressent aux questions d'autodétermination et sécession, plutôt qu'aux questions plus larges sur les origines de, et les solutions à, la crise que nous vivons actuellement. Mais dans nos échanges qui suivront il se peut que vous voudrez aussi aborder de tels sujets.

### 1. Les questions

Il y a quelques semaines qu'un autre de vos témoins, dont j'oublie le nom, vous avait fait certaines observations qui ont paru aux médias, selon lesquelles un Québec, qui se serait déclaré état indépendant et souverain, jouirait, de plein droit, de tout son territoire actuel de province, et ce en vertu de la reconnaissance des autres états. C'est d'ailleurs une thèse que l'on rencontre souvent. Ce qui m'a frappé, c'était ceci. Un jour, le Québec était une province canadienne, avec un territoire, et des pouvoirs, définis par la constitution canadienne. Le lendemain, le Québec était un état souverain avec le même territoire. Tout s'était passé comme par la magie. Ce qui manquait c'était l'analyse du processus par lequel une province se transformait dans un état souverain et indépendant. Je vous le soumets respectueusement, c'est là précisément le noeud de la question. L'indépendance du Québec ne peut se faire que de l'une de deux façons: soit dans le respect de la constitution et des lois canadiennes, soit en violation de ces dernières, — c'est-à-dire, par acte révolutionnaire, soit accompagné, ou encore pas, par la violence. Or, l'indépendance a-t-elle lieu dans la légalité constitutionnelle? Première question. Il y a une deuxième question distincte, et en quelque sorte parallèle, à savoir si le droit positif international contemporain reconnaît à une partie de la population de l'état canadien, un droit de sécession de la fédération canadienne, contre la volonté des institutions de cette fédération, et le droit connexe de retirer avec eux une partie du territoire canadien. À part les questions d'ordre juridique de droit canadien, ou encore de droit international, il y a aussi des questions sous-jacentes d'ordre moral. Par ailleurs on ne doit pas perdre de vue des questions d'opportunité ou de prudence, auxquelles devraient réfléchir ceux qui encouragent, ou

---

1. A.R. RIGGS & T. VELK, editors, *Federalism in Peril : National Unity, Individualism, Free Markets, and the Emerging Economy* (Vancouver, The Fraser Institute, 1992), p. 149 ff.

permettent, aux forces centrifuges sociales de s'échapper au contrôle, de façon que l'on ne puisse en prévoir l'issue.

## 2. *Le droit international contemporain*

Comme vous le savez, je ne suis pas internationaliste de spécialisation. Je n'ai pas pu me mettre au courant de la vaste littérature au sujet des droits, dits «d'autodétermination», qui peuvent exister sur le plan du droit international. Mais on ne peut pas en passer outre sans mention.

Même si, en général, il manque au droit international des sanctions coercitives, la fédération canadienne, et ses citoyens, hésiteraient à refuser de respecter ses règles, s'il y en a clairement établies dans la coutume et dans la pratique d'états, et acceptées par notre fédération. En y jetant un coup d'oeil, j'arrive aux réflexions suivantes.

En parcourant la littérature, on trouve facilement parmi les auteurs des thèses, parfois assez radicales — voulant que des groupes définis — soit par langue, par histoire, par géographie, par religion, ou autrement, — se trouvant à l'intérieur d'un état, aient effectivement le droit de sécession et de démembrer ces états; encore que la répartition des territoires, suite à la sécession, se résolve pour ces auteurs beaucoup moins facilement. La pratique des états, néanmoins, se montre beaucoup plus conservatrice.

Il ne manque pas, dans les grands instruments de droit international moderne, — c'est-à-dire, depuis la deuxième guerre mondiale, — des dispositions reconnaissant un droit d'autodétermination. D'abord, dans son premier article, la *Charte des Nations Unies* énumère les «Buts des Nations Unies», dont «le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes»; et il y en a d'autre mention à l'article 55 de cette *Charte*, à la rubrique «COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE INTERNATIONALE». On doit faire mention aussi du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, fait à New York le 19 décembre 1966; en vigueur le 23 mars 1976; dont les instruments d'accession du Canada ont été déposés le 19 mai 1976; et qui est en vigueur pour le Canada le 19 août 1976. Le premier paragraphe de son premier article se lit comme suit:

*1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.*

À sa face même, il est difficile de voir quelles seraient les limites du principe de l'autodétermination.

Comme le note, il y a quelques mois, le professeur Lea Brilmayer de la Faculté de droit de Yale, dans un article «Secession and Self-Determination: A Territorial Interpretation», paru au *Yale Journal of International Law* (volume 16, pages 177 et suivantes, à la page 182):

*The self-determination norm, if taken at face value, seemed to require that states be willing to subdivide indefinitely into an infinitely larger number of infinitely smaller political entities.*

Mais — comme le reconnaît ce même auteur, — **la pratique des états ne l'a pas voulu ainsi.**

Le 14 décembre, 1960, l'Assemblée générale de l'ONU a passé à un vote de 189 contre 0, avec 9 abstentions, une résolution, no 1514(XV), au sujet de l'accès à l'indépendance des pays et des peuples coloniaux; dont je reproduis les trois paragraphes suivants, où l'Assemblée Générale déclarait que:

*1. The subjection of peoples to alien subjugation, domination and exploitation constitutes a denial of fundamental human rights, is contrary to the Charter of the United Nations and is an impediment to the promotion of world peace and co-operation.*

*2. All peoples have the right to self-determination; by virtue of that right they freely determine their political status and freely pursue their economic, social and cultural development.*

[...] *6. Any attempt aimed at the partial or total disruption of the national unity and the territorial integrity of a country is incompatible with the purposes and principles of the Charter of the United Nations. (Yearbook of the United Nations 1960 (United Nations, New York, Ch. V, pp. 44 et seq., aux pp. 48-50).*

Un auteur anglais, Patrick Thornberry, a traité en 1989 de «Self-Determination, Minorities, Human Rights: A Review of International Instruments», ((1989) 38 *International and Comparative Law Quarterly*, pages 867 et suivantes. Il note (p. 871):

*Despite its invocation in the inter-war years, self-determination was not part of positive international law.*

et il analyse plusieurs textes, dont la résolution que je viens de citer. Au sujet de cette dernière, il dit (p. 875):

*The logic of the resolution is relatively simple: peoples hold the right of self-determination; a people is the whole people of a territory; a people exercises its right through the achievement of independence.*

Autrement dit, le droit d'autodétermination appartient à l'ensemble des personnes d'un territoire colonial et, *a fortiori*, à l'ensemble de la population d'un état souverain — **et non pas à la partie de celui-ci.** Le Canada intégralement, et dans toutes ses parties, appartient à tout son peuple, quant à sa souveraineté. Pour certaines fins limitées, définies par la Constitution, des parties, dites provinces, se gouvernent séparément, dans l'exercice de pouvoirs définis. La population d'une province n'a aucun droit au-delà de l'exercice de ces pouvoirs-là, découlant de la Constitution.

Encore, l'Assemblée Générale de l'O.N.U. a adopté, sans vote, le 24 octobre 1970, une résolution dont le premier article approuvait une annexe intitulée:

*Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations.*

et qui comportait les dispositions pertinentes suivantes:

*Preamble*

*The General Assembly, [...]*

*Convinced that the subjection of peoples to alien subjugation, domination and exploitation constitutes a major obstacle to the promotion of international peace and security,*

*Convinced that the principle of equal rights and self-determination of peoples constitutes a significant contribution to contemporary international law, and that its effective application is of paramount importance for the promotion of friendly relations among States, based on respect for the principle of sovereign equality,*

*Convinced in consequence that any attempt aimed at the partial or total disruption of the national unity and territorial integrity of a State or country or at its political independence is incompatible with the purposes and principles of the Charter,*

*Considering the provisions of the Charter as a whole and taking into account the role of relevant resolutions adopted by the competent organs of the United Nations relating to the content of the principles,*

*Considering that the progressive development and codification of the following principles: [...]*

*e) The principle of equal rights and self-determination of peoples, [...]*

*so as to secure their more effective application within the international community, would promote the realization of the purposes of the United Nations, [...]*

*[...] 1. Solemnly proclaims the following principles: [...]*

*The principle of equal rights and  
self-determination of peoples*

*By virtue of the principle of equal rights and self-determination of peoples enshrined in the Charter of the United Nations, all peoples have the right freely to determine, without external interference, their political status and to pursue their economic, social and cultural development,*

*and every State has the duty to respect this right in accordance with the provisions of the Charter.*

*[...] The territory of a colony or other Non-Self-Governing Territory has, under the Charter, a status separate and distinct from the territory of the State administering it; and such separate and distinct status under the Charter shall exist until the people of the colony or Non-Self-Governing Territory have exercised their right of self-determination in accordance with the Charter, and particularly its purposes and principles.*

*Nothing in the foregoing paragraphs shall be construed as authorizing or encouraging any action which would dismember or impair, totally or in part, the territorial integrity or political unity of sovereign and independent States conducting themselves in compliance with the principle of equal rights and self-determination of peoples as described above and thus possessed of a government representing the whole people belonging to the territory without distinction as to race, creed or colour.*

*Every State shall refrain from any action aimed at the partial or total disruption of the national duty and territorial integrity of any other State or country. [...] (Yearbook of the United Nations 1970, Vol. 24, pp. 788-792; Resolution No. 2625 (XXV)).*

C'est en lisant ces textes que l'on comprend pourquoi le professeur Brilmayer, au cours de l'article précité, dit (pp. 182-3):

*Although some find this hypocritical, international law currently supports the position that anti-colonial movements can invoke the right of self-determination, but not groups seeking to secede from established states. Once free of colonial rule, the newly established states become entitled to territorial sovereignty.*

et encore (p. 177, n. 5):

*The opponents of secession are probably correct as a matter of positive law.*

En somme, le droit positif international contemporain, dit «d'auto-détermination», ne va pas au-delà d'attribuer un droit d'indépendance aux **populations intégrales des états souverains** ainsi qu'à des **peuples coloniaux**, c'est-à-dire à des **peuples qui sont gouvernés par d'autres**, et notamment lorsqu'il y a séparation géographique, et peut-être aussi différence ethnique ou autre, entre le pouvoir impérial et la colonie. Encore là, le droit s'exerce dans le respect des frontières existantes. C'est les pays d'Afrique qui y insistaient surtout. Tel droit d'auto-détermination ne peut avoir aucune pertinence pour la population du Québec, à laquelle appartiennent non seulement tous les droits civils et politiques, mais aussi une très large autonomie constitutionnelle, dépassant en pratique même celle des états américains.

Le gouvernement représentatif existe au Québec depuis 1791; le gouvernement responsable depuis les années 1840. Les représentants élus du Canada français du Québec ont voulu établir la fédération canadienne, et ce peuple y participe, à la même base que tous les autres citoyens, depuis plus d'un siècle. Tout droit d'autodétermination qui aurait pu, par hypothèse, exister, à été définitivement exercé depuis longtemps. Le droit international, pas plus que la constitution canadienne, pas plus (à mon avis) que le bon sens élémentaire, ne peuvent attribuer à des groupes particuliers de citoyens, — concentrés ou non dans des parties définies d'un pays, — aucun droit de démembrer ce pays à n'importe quel moment. Ni les pays, ni la communauté internationale, ne peuvent fonctionner ainsi.

N'oublions pas que, même si on acceptait la thèse contraire, il resterait les questions (1) des droits d'autodétermination **des différents groupes au sein du Québec**, et (2) **de la répartition de son territoire**: en somme, les questions de la divisibilité du Québec.

Plusieurs autour de cette table auront de la difficulté à accepter mes arguments. Mais si vous vous situez, **non pas à la veille de l'indépendance du Québec**, mais plutôt **au lendemain de l'indépendance**, faisant à votre tour face à des demandes de sécession, vous serez mieux placés à les évaluer et à comprendre le conservatisme de la pratique internationale à cet égard, à laquelle vous vous rallieriez, — j'en suis certain —, une fois que l'indépendance était acquise.

### 3. *L'intégrité territoriale*

Ceci m'amène à la question de l'intégrité territoriale et du double standard. Pour certains, le Canada est divisible, et le Québec ne l'est pas. Je ne puis accepter ce genre de raisonnement, soit sur le plan du droit constitutionnel, soit sur le plan du droit international, soit même sur le plan de la simple morale. **Tout argument voulant que le Québec soit indivisible veut aussi que le Canada le soit également. Et tout argument voulant que le Canada soit divisible veut que le Québec le soit aussi.** S'il y a un peuple Québécois, défini par ses liens de langue, de culture, d'histoire, il y a d'autres peuples définis de la même façon: notamment les autochtones et la communauté anglophone. Si certains ont des droits «d'autodétermination», — voir de sécession, — d'autres doivent les avoir **également et de la même façon**. Il est arbitraire, et, dès lors, oiseux, d'insister que la seule frontière du Québec définit la circonscription unique pertinente aux fins des droits d'autodétermination. Il y a, effectivement, plusieurs réponses.

**D'abord**, le droit international, ainsi que le droit constitutionnel canadien, attribuent, tous deux, les droits de souveraineté — y compris l'autodétermination, — à l'état canadien **dans son ensemble**: ce qui veut dire, en fin de compte, tout le peuple canadien, agissant notamment par ses processus d'amendement constitutionnel. Ceci veut dire que la seule circonscription pertinente à l'autodétermination, c'est **le Canada en entier**; donc, c'est **la frontière canadienne** qui est la seule borne pertinente.

Ensuite, si à vrai dire, le droit international accorde des droits d'autodétermination à la partie de la population d'un état souverain, — pour justifier ainsi la sécession, — ce droit ne peut évidemment dépendre de quelconques frontières existantes, pas plus provinciales ou municipales que nationales. On ne pourra donc refuser à toute minorité identifiable le même droit de «disposer d'eux-mêmes»; et ce, sans égard à l'accident qu'ils seraient, ou ne seraient pas, majoritaires à l'intérieur d'une unité, ou d'une subdivision politique, quelconque, qui pourrait exister aujourd'hui, ou à tout autre moment donné.

Enfin, à part les frontières nationale et provinciales, l'on connaît beaucoup d'autres: celles des municipalités, des juridictions scolaires, des circonscriptions électorales, des districts judiciaires, et encore d'autres. Le fait qu'une ligne est tracée à terre ne prouve rien en soi, — ni du point de vue juridique, ni du point de vue moral. Une ligne quelconque ne peut —, par soi-même, — donner lieu à un droit d'accès à la souveraineté pour la population qui peut s'y trouver majoritaire. Une unité ou subdivision politique quelconque n'existe que pour le but de sa création: c'est-à-dire pour les seules fins de l'exercice des pouvoirs spécifiques qui peuvent lui être attribuées, par la constitution et par les lois, à un moment donné. Ni plus ni moins. C'est vrai pour une municipalité, et c'est vrai pour une province. C'est la Constitution, à elle seule, qui crée les provinces, et qui leur attribue leurs pouvoirs. Une province n'a aucune existence, aucun droit, ni aucun pouvoir, au-delà, ni en dehors, de la Constitution. La population d'une province a le droit, mais seulement le droit, de la gouverner à l'intérieur de la Constitution, dans le respect de la constitution, et dans l'exercice des pouvoirs attribués par la Constitution. Ni plus ni moins.

#### 4. *Le processus d'amendement constitutionnel*

Sous l'optique du droit international, et certes sous l'optique du droit constitutionnel canadien, l'accession du Québec à l'indépendance, dans le respect de la légalité, ne peut se faire que par le moyen des processus canadiens d'amendement constitutionnel. Cette vaste transformation juridique, de pouvoirs et de statut territorial, qui s'appelle «l'accès à la souveraineté» constitue un changement constitutionnel des plus majeurs imaginables. Parmi les processus de la Partie V de la *Loi constitutionnelle de 1982*, l'on ne peut, de façon certaine, indiquer le, ou les, mécanismes auxquels l'on peut, ou auxquels l'on doit, avoir recours.

D'une part, on peut proposer la nécessité de recours au processus de l'article 41, c'est-à-dire, des chambres fédérales et de l'unanimité des provinces, puisque la souveraineté toucherait nécessairement, entre autres, les matières y prévues. À l'autre extrême, on peut soutenir la thèse que l'article 43 permet de changer, de n'importe quelle façon, le statut du territoire d'une province canadienne, moyennant seulement le consentement des chambres du Parlement fédéral (ou des Communes, sans le Sénat, après 180 jours) ainsi que l'assemblée législative de toute province dont le territoire est affecté; c'est-à-dire le Québec seulement; et que, par la suite, le Parlement et gouvernement fédéraux pourraient unilatéralement accorder l'indépendance au Québec. La thèse intermédiaire voudrait qu'il faut recourir à la formule dite «générale», voir

*l'article 38 de la Loi constitutionnelle de 1982*, ce qui exigerait, au-delà des chambres du Parlement fédéral (ou des Communes, sans le Sénat, après 180 jours) le consentement des assemblées législatives **de deux-tiers des provinces comprenant au moins 50 pour cent de la population de toutes les provinces**. Cette dernière était la thèse préférée par la majorité de mes étudiants qui répondaient à une question d'examen au mois de mai.

Quel que soit le mécanisme approprié, une chose est incontestable. **Dans la légalité**, il n'y a **aucun** moyen de changement constitutionnel, — donc **aucun** moyen de sécession pour une province, ou territoire, ou autre subdivision — **que ceux prévus par la Constitution elle-même**. Comme le disait Abraham Lincoln aux États-Unis, «The States have their status in the Union, and they have no other legal status. If they break from this they can only do so against law and by revolution». (*Complete Works*, VI, p. 315 (14 juillet 1861)).

La décision de permettre, ou encore de refuser, le démembrement du territoire canadien **appartient alors au peuple canadien dans son entier**, qui peut **parler directement** par voie référendaire, mais qui doit **agir** par les processus d'amendement constitutionnel, où il est actuellement question **des chambres législatives fédérales et provinciales**. **La population canadienne a le droit souverain de dire «oui», ou de dire «non», au démembrement du Canada; ou encore de dire «oui», mais à des conditions qui lui semblent bonnes.**

De telles conditions sur l'indépendance du Québec toucheraient presque certainement la question des territoires, et ainsi de la frontière, d'un Québec indépendant. Dans le sud du Québec, autour du fleuve St-Laurent, il serait question de l'autodétermination des personnes, ou groupes, opposées à la sécession; parmi lesquelles se trouveraient sans doute de nombreux francophones, ainsi que des gens d'autres communautés linguistiques. Ailleurs au Québec, il serait question surtout des autochtones. Une question centrale serait le sort des territoires du nord du Québec, ceux rattachés au Québec depuis la Confédération de 1867, — c'est-à-dire, les territoires, autrefois sous la seule autorité fédérale, qui ont été ajoutés au Québec par des lois fédérales de 1898 et 1912, — territoires d'ailleurs qui représentent plus ou moins les deux-tiers du territoire actuel du Québec, pour ne pas mentionner des ressources essentielles à sa condition économique. À part la question de la volonté de leurs habitants, il reste le fait que ces territoires, d'exploration anglaise, étaient sous la souveraineté des Couronnes anglaise, et ensuite britannique, **longtemps avant la cession de la Nouvelle-France en 1763**, malgré que la France y ait pu brièvement occuper certains forts. Comme vous le savez, c'est le Traité du 11 avril 1713, signé à Utrecht entre les ambassadeurs des souverains britannique et français, qui a reconnu la souveraineté de la Grande-Bretagne sur ces territoires, comportant notamment tout le bassin hydrographique de la Baie d'Hudson: à l'article X on lit:

*X. Le Roi T.C. restituera au Royaume & à la Reine de la G.B. pour les posséder en plein Droit & à perpétuité, la Baye & le Détroit d'Hudson avec toutes les Terres, Mers, Rivages, Fleuves, & lieux qui en dépendent & qui y sont situez, sans rien excepter de l'étendue des Terres & Mers possédez présentement par les François [...]*

Ces territoires ont été attachés au Québec par le Parlement fédéral **pour y faire partie d'une province canadienne**, — le Québec, — et pour se gouverner, par les institutions de cette province, **comme une province**, et à l'intérieur de ses **pouvoirs constitutionnels**. Tant et aussi longtemps que le Québec demeure province canadienne, la Constitution protège incontestablement son intégrité territoriale. Ceci découle des articles 43 et 41(e) de la *Loi constitutionnelle de 1982*. Je suis partisan inconditionnel de **l'intégrité et du Québec et du Canada**. Mais une fois que le Québec se met en route vers la souveraineté, soit dans la légalité soit par acte révolutionnaire, tout revient en question. **C'est alors le Québec qui veut changer le statu quo**. C'est alors le Québec qui doit en accepter les conséquences. Le Canada serait, à mon avis, insensé d'accepter que les territoires de 1898 et 1912 lui soit déchirés. Ottawa ne veut pas en parler aujourd'hui, mais ce sera question inséparable de la question d'indépendance. Vu l'énorme étendue de ces territoires, et leur faible population, le Québec, même révolutionnaire, ne se trouverait point dans aucune position physique d'exercer la force nécessaire pour enlever ces territoires du Canada sans le consentement de ce dernier, c'est-à-dire, de changer, par sa seule volonté, le **statu quo**.

En somme, la préservation de son intégrité territoriale offre une raison décisive au Québec pour cesser d'encourager les forces centrifuges dont on ne peut prévoir l'issue.

### ***5. L'indépendance par acte unilatéral et la force en défense de la Constitution***

La force, c'est le péché originel des États. Ne nous en leurrions pas. Tout gouvernement doit y recourir en dernier ressort pour faire valoir les lois. Les prisons en sont la preuve. Le Québec et le Canada le font quotidiennement. En dernier ressort, il incombe au Parlement et au Gouvernement du Canada de défendre, et de faire exécuter, la Constitution et les lois du Canada, — et dès lors défendre l'intégrité territoriale du pays, — contre tous qui y résistent ou qui y portent atteinte — soit l'envahisseur étranger, soit encore l'habitant du pays qui porte atteinte à l'ordre public. La Constitution est claire à ce sujet. Passé un certain point, où les institutions provinciales ne peuvent, ou ne veulent, plus maintenir l'ordre public légal, la Constitution, et les lois, on doit recourir à l'autorité fédérale. Il y a très peu de temps que le gouvernement du Québec lui-même a dû recourir aux forces armées canadiennes à Oka, et ailleurs, où le désordre donnait lieu à une situation qui dépassait ses propres moyens.

En droit canadien, il est élémentaire que toute tentative de renverser l'autorité gouvernementale par des moyens extra-constitutionnels — tout acte de ce fait révolutionnaire — est non seulement **nul**, mais en principe aussi en soi un fait **criminel**. C'est ainsi que l'on doit regarder toute déclaration unilatérale d'indépendance par les membres d'une législature provinciale, ou d'un gouvernement, ou par toute autre personne, — que ce soit sans ou avec référendum, que ce soit en leur nom personnel, ou au prétendu nom de ces institutions. Effectivement, de telles mesures seraient, en soi, fort probablement, la trahison. Au moins, ils constitueraient presque certainement des **invitations à la trahison**; et cette trahison serait complète au plus tard au

moment où l'on servait de la force pour résister à l'autorité du gouvernement établie par la Constitution.

On devrait, par ailleurs, attendre à ce que les tribunaux refusent de se soumettre à tout outrage à la Constitution, et que les agents de police obéissent aux tribunaux. Les juges se trouveraient-ils attaqués ou épurés par la suite? Ce sont des voies que l'on doit éviter. En somme, on doit conseiller le respect de la légalité. J'espère que vous serez d'accord.

Mais il se peut que ces conseils de légalité ne se trouvent pas respectés. Alors doit-on le dire clairement et franchement. **Se servir de la force pour faire valoir la Constitution, les lois, et l'intégrité territoriale de l'État, c'est ni plus ni moins que la légitime auto-défense.** L'odieux du recours à la force doit tomber sur ceux qui attaquent la Constitution, les lois, et le territoire, et non pas sur ceux qui les défendent. Le **statu quo** représente à la fois les droits du **peuple canadien dans son ensemble**, et aussi **le droit de chaque individu canadien qui veut l'intégrité du Canada**. C'est à juste titre que le peuple canadien pourrait insister à le préserver. Les Québécois les plus nationalistes deviendraient à leur tour vite partisans des mêmes principes pour défendre l'intégrité d'un Québec devenu indépendant. Encore là, il ne peut y avoir deux standards.